

INTRODUCTION

On traite communément la philosophie et l'action politique de Russell en des ouvrages séparés, sous la plume d'auteurs différents. Il y a sans doute de bonnes raisons à cela. Russell n'a pas cherché à donner à l'ensemble de sa pensée la belle unité de celle des classiques, ou à faire coïncider à tout prix sa philosophie et son éthique — en cela, il est vraiment moderne. En politique et en éthique, le philosophe doit faire preuve de « témérité », parce qu'il n'est pas possible d'y mener à terme l'analyse des raisons. Enfin, Russell n'a pas consacré le même soin à ces deux aspects de son œuvre. Ses ouvrages théoriques donnent lieu à un constant travail, et ils sont toujours l'une des sources les plus importantes de la philosophie analytique contemporaine — les articles qui précèdent en font foi ; mais on se réfère au penseur politique plus généralement pour sa liberté d'esprit et d'action, comme exemple de l'engagement d'un philosophe.

La Revue n'a pas cru bon de suivre simplement cette interprétation toute tracée de l'œuvre. Cette interprétation est sans doute juste dans la mesure des traits qui viennent d'être esquissés, mais elle reste à bien des égards partielle. S'il n'y a pas d'unité simple à cette philosophie, il y a des jeux de distinctions et de niveaux qui se répètent dans tous les domaines, il y a une pensée des relations entre les disciplines, et il y a aussi des raisons théoriques pour lesquelles les arguments politiques ne sont que peu élaborés philosophiquement. Et partout, on peut comprendre ces différences comme celles qui ont été posées par le logicien.

C'est pourquoi cette seconde partie tente de mettre en évidence les relations entre les différents aspects de l'œuvre de Russell, — sans vouloir pour autant formuler une « unité » qui n'existerait

pas. L'essai d'Anne-Françoise Schmid, ne se veut ni critique ni dogmatique : il cherche à montrer le type de solutions proposé par Russell à un problème qu'il a lui-même identifié comme propre à la philosophie, et qui, en ce sens précis, le dépasse : celui, justement, des rapports entre la philosophie et l'éthique, et entre la science et la politique. Peut-être la mise en évidence de ces liens permettra-t-elle d'enrichir à la fois la lecture du théoricien et celle du politique.

Adam Stephenson, quant à lui, montre que l'absence très apparente de fondements philosophiques pour la pensée politique de Russell suppose néanmoins une véritable philosophie politique. Celle-ci est la conséquence de la doctrine des relations externes, et conduit à une conception fondée d'abord sur les actions individuelles plutôt que sur la personne ou les réalités sociales et collectives. Les fins y sont nécessaires, mais n'existent pas à proprement parler comme les moyens. C'est pourquoi Russell ne traite pas directement des notions classiques de justice, de droit, d'obligation, etc., mais les rapporte à une conception de l'homme qui rompt avec les valeurs métaphysiques traditionnelles. La contribution de Alan Ryan est celle d'un spécialiste de la pensée politique de Russell, sur laquelle il a écrit l'un des classiques du sujet (1). Son article traite, du point de vue politique, des mêmes distinctions, et montre comment la subtilité des arguments de Russell a pu, aussi bien dans ses exposés publics que dans ses livres, faire obstacle à la compréhension de ses positions et même contribuer à modifier celles-ci. Ryan soutient que les problèmes spécifiques liés à la communication dans les domaines pratiques ont pu avoir des effets sur les idées de Russell. Cette façon de déplacer la question qui se joue selon les codes classiques entre la philosophie et la politique, de cette dernière à la communication, tombe très exactement dans le champ des préoccupations de la Revue Hermès. Ce nouvel angle de vue sur la politique de Russell permettra de comprendre à la fois certains des changements de Russell et l'aspect « rhétorique » plutôt que philosophique de son argumentation politique. Cet article, très synthétique, donnera néanmoins de nombreuses informations à ceux des lecteurs qui voudraient se renseigner sur les activités de Russell.

Les circonstances ont fait que nous ne publions qu'une seule contribution sur une position politique particulière de Russell, celle de Dominique Colas. Qu'il s'agisse ici de l'analyse par Russell du Bolchevisme et de ses réactions à son retour de voyage en Russie en 1920, ne doit pas être vu comme une complaisance liée aux événements récents survenus dans les pays de l'est. Un tel rapprochement aurait peut-être amusé ou fait rire Russell, lui qui a su montrer parfois tant de sérieux, voire d'acharnement dans ses engagements politiques.

La lecture de la « chronologie politique » rédigée par le directeur des Archives Russell, Kenneth Blackwell, montrera d'ailleurs la diversité des positions de Russell à la fois face à l'URSS et face aux USA. Cette complexité s'explique probablement par la conjonction de plusieurs logiques : la volonté de préserver quelque liberté à l'individu, de qui vient, selon lui tout ce qui est nouveau : celle d'éviter la guerre — dans la mesure où l'« ennemi » ne met pas en danger la « civilisation » ; enfin, la lutte contre les inégalités — en particulier à propos des droits de la femme —, et contre les atrocités de la guerre et la torture — surtout lors de la guerre du Viêt-nam. Ce dernier combat l'a conduit à constituer le Tribunal qui porte son nom, et pour lequel il a vendu ses manuscrits, sa correspondance et sa bibliothèque à l'Université McMaster (Ontario, Canada), où se trouvent actuellement les Archives.

Le numéro se clôt par un portrait du philosophe et de l'homme d'action. Francis Jacques tente d'y dégager l'unité d'une vie.

En inédit, sont publiées deux lettres de Russell, qui témoigneront de la richesse et de l'amplitude des préoccupations de Russell.

Anne-Françoise Schmid

NOTE

1. *Russell: A Political Life*, London, 1988.